

POUR UNE RÉVOLUTION RAISONNABLE

PAR NATACHA POLONY

Et maintenant ? Le fleuve est sorti de son lit. Il a balayé les digues qui depuis trop longtemps croyaient l'ensermer, emportant parfois dans sa fureur la décence et la raison. Oui, il y a eu des violences inacceptables. Elles sont le fait de groupuscules anarchistes et identitaires qui n'attendent que la déstabilisation de l'Etat. Elles sont le fait de pillards opportunistes qui sont venus se servir à l'occasion des échauffourées. Mais elles sont aussi le fait de manifestants à bout, se laissant embarquer par l'irrépressible mouvement. Cependant, l'image d'un militaire en gilet jaune protégeant la tombe du soldat inconnu est tout aussi symbolique de ce moment politique que les scènes de chaos sur les Champs-Élysées. Et l'harassant combat des forces de police, admirables de calme, contre les black blocks et les nervis ne doit pas faire oublier que ces mêmes policiers appartiennent à ces classes moyennes dont les « gilets jaunes » sont le porte-voix.

Bien sûr, le maintien de l'ordre public est une urgence absolue, pour que cet élan populaire ne se transforme pas en chaos. Mais une remarque s'impose : la colère dont font preuve certains, jusqu'à des comportements inacceptables, est la conséquence non seulement de la violence que constituent les fins de non-recevoir qui leur sont adressées par un pouvoir radicalisé dans sa posture d'orthodoxie budgétaire et d'adaptation néolibérale, mais plus encore de la violence plus profonde, plus sourde, qui s'impose à des citoyens conscients de voir leur pouvoir d'achat réel se restreindre, les services publics reculer et l'Etat s'appauvrir malgré la masse de prélèvements obligatoires. Ce président qui se présente depuis sa campagne comme le seul rempart contre le chaos est en

réalité facteur de chaos par la déception qu'il a créée, lui qui a fait croire qu'il allait bousculer le système alors qu'il venait le consolider. C'est même cette stratégie du vide, lui seul face à la « peste brune », aux populistes et aux déclinistes, qui interdit toute solution démocratique et institutionnelle à la contestation. Face à des citoyens qui proclament leur droit à décider de leur destin, la réponse du pouvoir joue comme un révélateur : la France, depuis trois décennies, s'est engagée sur le rond-point absurde de Raymond Devos. Que des sens interdits. Alors on tourne en rond

en attendant la mort. Et c'est bien cela que révèlent les « réformes » macroniennes. Tout ce qui pourrait nous sortir de l'ornière, donner un peu de souffle, une marge de manœuvre, éviter ce choix mortifère entre augmentation des impôts ou destruction de l'Etat social, est interdit. Dévaluation compétitive ? Interdite. Déficit pour de l'investissement ? Interdit. Protection des filières contre la concurrence déloyale ? Interdite. Taxation des multinationales pour qu'elles mettent au pot commun ? Interdite. Donc, on bricole, un peu plus de taxes pour les uns, un peu moins pour les autres...

Comment en sortir aujourd'hui ? La réponse ne saurait être seulement politicienne. Un « moratoire » sur les taxes, le temps de passer les européennes ? Un changement de gouvernement ? Même une dissolution ? Tout cela ne changera rien dans l'état actuel du paysage politique français, tant qu'il sera impossible d'envisager de façon raisonnable et posée l'ensemble des possibilités qui s'offrent à un pays pour répondre aux attentes de ses citoyens. Bref, tant qu'il semblera inconcevable aux élites politiques et médiatiques de débattre sereinement et sans arrière-pensées des choix économiques, monétaires et institutionnels opérés depuis trente ans sous couvert d'intégration européenne et de mondialisation heureuse.

Nous sommes à un tournant. Face à la montée des haines, face aux risques de basculement dans l'émeute, il est essentiel que se fassent entendre les tenants d'une révolution raisonnable, c'est-à-dire d'une véritable remise en cause, sur des bases républicaines, du système néolibéral qui est responsable de l'appauvrissement des classes moyennes et populaires et de l'affaiblissement de la démocratie. Face au dépassement du clivage gauche-droite par le néolibéralisme – ce que représente intrinsèquement

le macronisme –, il faut penser les conditions d'une reconquête démocratique. Nul « populisme », nul « poujadisme », mais la conscience que la démocratie est le pouvoir « du peuple, par le peuple, pour le peuple », et que l'économie doit être au service des hommes, pour leur permettre de construire une société vivable, c'est-à-dire une société dans laquelle le bien commun échappe aux intérêts particuliers, dans laquelle les plus faibles sont protégés et le travail est récompensé, et dans laquelle les individus, pleinement émancipés, peuvent déployer leurs potentialités. ■

**CE PRÉSIDENT QUI
SE PRÉSENTE COMME
LE SEUL REMPART
CONTRE LE CHAOS
EST EN RÉALITÉ
FACTEUR DE CHAOS
PAR LA DÉCEPTION
QU'IL A CRÉÉE.**



Débattons !

Parce que le débat n'est pas réservé qu'aux experts ou aux journalistes, la parole est aussi aux lecteurs.

Rejoignez-nous sur www.marianne.net/debattons